

AVIS DE MARCHE

NATURE DU MARCHE : Marché public de prestations intellectuelles

La procédure d'achat du présent avis est couverte par l'accord sur les marchés publics de l'OMC.

POUVOIR ADJUDICATEUR

Le pouvoir adjudicateur n'agit pas pour le compte d'autres pouvoirs adjudicateurs.

Représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA) : Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes Méditerranée, par arrêté préfectoral n°13-2025-01-24-00003 en date du 24 janvier 2025

Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur :

Nom de l'organisme : Direction Interdépartementale des routes de Méditerranée

Point de contact : DIRMED / SG /ILCP

Adresse : 16 rue Antoine Zattara

Code postal : 13 003 Ville : Marseille

Pays (autre que France) :

Téléphone : 04 86 94 68 14

Courriel : cp.ilcp.sg.dirmed@developpement-durable.gouv.fr

Adresse Internet (URL) : <http://www.dir.mediterranee.developpement-durable.gouv.fr>

Adresse du profil d'acheteur (URL) : <http://www.marches-publics.gouv.fr>

OBJET DU MARCHE

Objet du marché :

Missions d'Assistance pour la Planification, l'Ordonnancement, le Pilotage et la Coordination (OPC) relatives à des opérations d'infrastructures routières.

Type de marché de services : 12

Classification CPV

Objet principal : 71310000-4

Lieu d'exécution : Départements 04, 05, 13, 30, 34, 48, 83, 84

L'avis implique : un accord cadre au sens du droit communautaire

Information sur l'accord cadre :

Accord-cadre avec un seul opérateur ;

Durée de l'accord-cadre : 12 mois reconductible sur 3 périodes d'une durée de 12 mois chacune.

CARACTERISTIQUES PRINCIPALES

Assistance au Maître d'Ouvrage pour la mission OPC (ordonnancement, pilotage, coordination) relative à des opérations d'infrastructures routières sous maîtrise d'ouvrage de la DIRMED, de la DREAL PACA ou de la DREAL Occitanie.

Quantités :

Cf. Cadre de détail estimatif indicatif joint au DCOE

Options :

* Possibilité de confier au titulaire du marché la réalisation de prestations similaires après passation d'un ou de plusieurs marchés passés sans publicité ni mise en concurrence préalables en application de l'article R.2122-7 du CCP ;

* Possibilité de conclure des avenants ;

* Le marché prévoira une ou plusieurs reconductions, le titulaire ne pourra pas les refuser ;

* Nombre de reconductions éventuelles : 3 ;

Acceptation des variantes : Non

Prestations divisées en lots : Non

CONDITIONS RELATIVES AU MARCHE

Modalités essentielles de financement et de paiement et / ou références aux textes qui les réglementent :

* Origine du financement: différente selon les opérations;

* Une avance sera accordée au titulaire selon les conditions fixées dans le cahier des charges ;

* Les prix seront révisables ;

* Les comptes seront réglés sous la forme de décomptes ;

* Le délai global de paiement du règlement des comptes sera fixé à 30 jours ;

Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire du marché :

Nature de l'attributaire, le marché sera conclu :

- soit avec un prestataire unique ;
- soit avec des prestataires groupés conjoints ou solidaires.

Le mandataire du groupement conjoint sera solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du pouvoir adjudicateur.

Autres conditions particulières :

* Il sera fait application des articles L2112-2 et 3 du Code de la Commande Publique, les conditions particulières concernant les clauses environnementales seront précisées dans le Cahier des Clauses Administratives et Techniques Particulières ;

* En application des dispositions des articles L2112-2 et 3 du Code de la Commande Publique, l'exécution du marché comporte une clause sociale obligatoire visant à l'insertion par l'activité économique des personnes éloignées de l'emploi.

CONDITIONS DE PARTICIPATION

Situation juridique - références requises :

Si le candidat utilise le DUME :

* Les documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-4 du CCP en complétant le DUME rédigé en français :

- l'inscription sur le registre professionnel ou le registre du commerce (partie IV A 1).

Si le candidat n'utilise pas le DUME :

* Les documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-3 du CCP, à cet effet le candidat pourra utiliser les formulaires DC1 et DC2 téléchargeables sur le site <http://www.economie.gouv.fr> (DAJ / Formulaires - Marchés publics) ;

* La forme juridique du candidat ;

* En cas de groupement, sa nature et le nom du mandataire ;

* Les pouvoirs de la personne habilitée pour engager le candidat y compris, en cas de groupement, le cas échéant, les habilitations nécessaires pour représenter les entreprises au stade de la passation du marché

* Les candidats entrant dans les cas des interdictions de soumissionner prévues aux articles L.2141-1 à L.2141-6 du CCP seront exclus ;

* Les candidats entrant dans les cas des interdictions de soumissionner prévues aux articles L.2141-7 à L.2141-11 du CCP seront exclus ;

Capacité économique et financière - références requises :

Si le candidat utilise le DUME :

* Les documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-4 du CCP en complétant le DUME rédigé en français avec :

- le chiffre d'affaires annuel des 3 derniers exercices (partie IV B 1a)

- le chiffre d'affaires annuel des 3 derniers exercices dans le domaine d'activités couvert par le marché (partie IV B 2a)

- le montant couvert par l'assurance contre les risques professionnels (partie IV B 5)

- une déclaration appropriée de banque (partie IV B 6)

Si le candidat n'utilise pas le DUME :

* Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du marché, réalisés au cours des 3 derniers exercices disponibles ;

* Une déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels par attestation conforme à l'arrêté du 5 janvier 2016.

Le candidat peut prouver sa capacité par tout autre document considéré comme équivalent par le pouvoir adjudicateur.

Capacité économique et financière - niveau(x) spécifique(s) minimal(aux) :

Le titulaire devra présenter un chiffre d'affaires global annuel supérieur à 300 000,00 €.

Référence professionnelle et capacité technique – références requises

Si le candidat utilise le DUME :

* Les documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-4 du CCP en complétant le DUME rédigé en français avec :

- les informations concernant l'opérateur économique (partie II à remplir en totalité) ;

- une liste des prestations exécutées sur les 3 dernières années (partie IV C 1b)

- le nom des techniciens ou des organismes techniques auxquels il fera appel (partie IV C 2)
- la liste des équipements techniques et des mesures pour s'assurer de la qualité et celle des moyens d'études et de recherches (partie IV C 3)

Si le candidat n'utilise pas le DUME :

A - Expérience :

La présentation d'une liste des prestations d'OPC en cours d'exécution ou exécutées au cours des 3 dernières années. Cette présentation devra être accompagnée d'attestation(s) du maître de l'ouvrage indiquant notamment l'intitulé de l'opération, le cas échéant son montant, son lieu, le contenu de la mission exercée, l'importance du projet, la date et le maître de l'ouvrage public ou privé. Ces attestations préciseront si les prestations ont été effectuées selon les règles de l'art et menées régulièrement à bonne fin.

B - Capacités professionnelles :

* L'indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des chefs de projets de même nature que celle du marché;

* Les certificats de qualifications professionnelles suivants :

- Qualifications OPQIBI 0107 (AMO en planification stratégique),
- 0301 (OPC d'exécution courant),
- 0304 (Planification - Coordination d'ensemble)

La preuve de ces capacités peut être apportée par tout autre moyen notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de maîtrise d'œuvre attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat.

C - Capacités techniques :

* Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement, pour chacune des 3 dernières années ;

* Une description de l'équipement technique, des mesures employées par l'opérateur économique pour s'assurer de la qualité et des moyens d'étude et de recherche de son entreprise.

Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, le candidat, même s'il s'agit d'un groupement, peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques quelle que soit la nature juridique des liens existant entre ces opérateurs et lui (notamment en cas de sous-traitance). En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités des opérateurs économiques pour l'exécution du marché, le candidat produit un engagement écrit de ceux-ci.

Référence professionnelle et capacité technique - niveau(x) spécifique(s) minimal(aux) :

L'équipe encadrante du candidat (directeur de projet et chef de projet) devra avoir un minimum de 3 années d'expérience professionnelle ou équivalent (capacité qui sera appréciée au vu de la liste des effectifs et celle des titres d'études et professionnels demandés du responsable de la conduite des prestations) ainsi que présenter des expériences de prestations similaires.

Marché non réservé à des ateliers protégés.

CRITERES D'ATTRIBUTION

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés dans le Règlement de Consultation article 4-2 et rappelés ci-dessous :

Critère d'attribution	Pondération
Le critère valeur technique au regard du mémoire technique dont le contenu est décrit dans la liste des informations à l'article 3-2 du Règlement de la Consultation	55 %
Le critère prix des prestations au regard du montant HT du Détail Estimatif Indicatif.	35 %
Le critère environnemental au regard de la stratégie environnementale dont le contenu est décrit dans la liste des informations à l'article 3-2 du Règlement de la Consultation.	10,00 %

PROCEDURES

Type de procédure : Appel d'offres ouvert.

Conditions de délai

Date limite de réception des offres : 17 / 09 / 2025 à 22 h 00

Délai minimum de validité des offres : 180 jours, à compter de la date limite de réception des offres.

RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

A titre indicatif, les prestations commenceront en janvier 2026 pour une durée d'un an, reconductible 3 fois.

Numéro de référence attribué au marché par le pouvoir adjudicateur : DIRMED-25-011

Autres informations :

- * Les candidatures et les offres seront entièrement rédigées ou traduites en langue française ainsi que tous les documents de présentation associés ;
- * Unité monétaire utilisée, l'euro ;
- * Accord-cadre à bons de commande ;
- * Les prestations ne sont pas réservées à une profession particulière ;
- * Les personnes morales seront tenues d'indiquer les noms et les qualifications professionnelles des membres du personnel chargés de l'exécution du marché ;
- * Il ne s'agit pas d'un marché à caractère périodique ;
- * Le marché ne s'inscrit pas dans un projet/programme financé par des fonds communautaires ;

Modalités d'ouverture des offres

- * Personnes autorisées à assister à l'ouverture des offres : Non
- * L'ouverture des plis n'est pas publique.

Conditions d'obtention du cahier des charges et des documents complémentaires :

- * Les documents de la consultation sont disponibles par voie électronique sur la plate-forme de dématérialisation (<https://www.marches-publics.gouv.fr>) sous la référence publique "**DIRMED-25-011**", après avoir installé les pré-requis techniques et avoir pris connaissance du manuel d'utilisation ;

Conditions de remise des offres ou des candidatures :

- * L'heure de remise des candidatures et des offres est l'heure locale de l'adresse du pouvoir adjudicateur
- * Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue, par voie électronique ou sur support matériel, par le maître de l'ouvrage dans le délai fixé pour la remise des offres. Les autres documents sont retournés au candidat sans être ouverts ;
- * Si plusieurs offres électroniques sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue, L'offre rejetée est effacée des fichiers du pouvoir adjudicateur sans avoir été lue. Le candidat en est informé.
- * La copie de sauvegarde, prévue à l'article R.2132-11 du CCP, doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible "copie de sauvegarde".
- * Les candidatures ou les offres dans lesquelles un programme informatique malveillant serait détecté par le pouvoir adjudicateur ne feront pas l'objet d'une réparation, le cas échéant, la copie de sauvegarde sera ouverte. Si cette dernière comportait elle aussi un programme informatique malveillant, les candidatures ou les offres seront réputées n'avoir jamais été reçues

- * Les offres seront transmises obligatoirement par échange électronique sur la plate-forme de dématérialisation (<https://www.marches-publics.gouv.fr>) sous la référence publique "**DIRMED-25-011**", le seront suivant les modalités précisées dans le règlement de la consultation.

PROCEDURES DE RECOURS

Instance chargée des procédures de recours et auprès de laquelle des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

Nom de l'organisme : Tribunal administratif de Marseille

Adresse : 31 rue Jean-François Leca

Code postal : 13235 Ville : Marseille Cedex 2

Pays (*autre que France*) :

Téléphone : 04 91 13 48 13 Télécopieur : 04 91 81 13 87

Courriel : greffe.ta-marseille@juradm.fr

Adresse Internet (URL) : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Précisions concernant le(s) délai(s) d'introduction des recours :

- * Référé précontractuel : depuis le début de la procédure de passation jusqu'à la signature du contrat (article L551-1 du Code de Justice Administrative) ;
- * Référé contractuel : 31 jours à compter de la date de publication de l'avis d'attribution du marché (article L551-13 à L551-23 et R551-7 à R551-10 du Code de Justice Administrative) ;
- * Recours pour excès de pouvoir : dans un délai de 2 mois à compter de la notification de la décision de rejet (articles R421-1 à R421-3 du Code de Justice Administrative) ;

* Recours de plein contentieux : dans un délai de 2 mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité concernant l'attribution du marché.

DATE D'ENVOI DU PRESENT AVIS A LA PUBLICATION : 31/07/2025

PUBLICATION AU BOAMP

Département de publication : 13

Départements de rappel : 04|05||30|34|48|83|84

Principale(s) activité(s) du pouvoir adjudicateur :

Gestion et exploitation des routes publiques

CLASSIFICATION DES PRODUITS

Produits associés à cette annonce :

75 - Services d'administration publique

FACTURATION

Numéro de bon de commande d'insertion au BOAMP : 15 099 56 506